

LA FORCE DU NOMBRE EN ACTION

30^e CONGRÈS
DE LA FTQ

600 000 MEMBRES
5000 SYNDICATS LOCAUX
37 SYNDICATS AFFILIÉS
15 CONSEILS RÉGIONAUX
UNE FTQ

DISCOURS DU
PRÉSIDENT

QUÉBEC | DU 25 AU 29 NOVEMBRE 2013



Discours du président



Rédaction

Monique Audet

Collaboration

Jean Laverdière

Relecture

Catherine Veillette, Marie-Claude Groulx,
Yuriko Hattori et Émilie Favre

Coordination de la publication

Isabelle Gareau

Photographies

Archives FTQ et ses syndicats affiliés

Mise en page

Anne Brissette

**Fédération des travailleurs
et travailleuses du Québec (FTQ)**

565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100
Montréal (Québec) H2M 2W3
Téléphone : 514 383-8000
Sans frais : 1 877 897-0057
Télécopieur : 514 383-8001

www.ftq.qc.ca

Dépôt légal – 4^e trimestre 2013
Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)
ISBN 978-2-89639-229-2



Table des matières

Une FTQ exceptionnelle	5
Un Fonds de solidarité unique	5
Des attaques infectes.....	6
Une riposte dans la continuité	7
Les défis	7
Boucs émissaires?...	8
...ou remparts des droits et des acquis?	9
Empires médiatiques	9
Un pour tous, tous pour un	10
Devenir les porte-voix du syndicalisme.....	10
Pousser des cris d'alarme	11
La force du nombre en action	11
Merci !.....	12





Chers militants et chères militantes de la FTQ, je voudrais, dans un premier temps, vous saluer.

Ce matin, pour une dernière fois, j'ai le privilège d'ouvrir le 30^e congrès de la plus grande centrale syndicale du Québec, notre centrale, notre FTQ.

UNE FTQ EXCEPTIONNELLE

Une centrale exceptionnelle, avec ses 15 conseils régionaux, ses 37 syndicats affiliés, comprenant eux-mêmes 5 000 syndicats locaux, regroupant 600 000 membres, dont vous êtes aujourd'hui les représentants et les représentantes. La FTQ est une centrale d'exception, ne serait-ce que par sa présence dans tous les secteurs d'activité, dans toutes les professions et tous les métiers auxquels on peut penser et dans toutes les régions du Québec. Quelle diversité !

C'est une organisation unique et un acteur incontournable de la société québécoise. IN-CON-TOUR-NA-BLE. Ce qui déplaît au plus haut point aux ennemis

du mouvement syndical, qui fourbissent férocement armes et attaques.

On aura, au cours de ce congrès, à discuter de cette question en long et en large, et surtout, à définir les moyens et les actions à entreprendre pour contrer ces attaques parfois vicieuses.

J'ai décidé de tirer ma révérence après avoir pesé soigneusement le pour et le contre. Il est vrai que j'aurais pu solliciter un troisième mandat, car j'avais la conscience libre et le sentiment d'avoir, à chaque occasion, défendu bec et ongles vos intérêts et vos revendications. D'un autre côté, à tort et à travers, l'intégrité de la présidence de la FTQ a été entachée dans un tumulte médiatique entretenu avec acharnement.

J'ai pesé le pour et le contre et j'ai décidé de me retirer après avoir consacré ma vie à défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses. Je l'ai fait pour contribuer à renforcer leur regroupement au sein d'une organisation unitaire et solidaire, rassembleuse et respectueuse, engagée et déterminée dans la défense et l'amélioration des conditions de vie et de travail de ses membres, mais aussi, par ricochet, de l'ensemble de la population. Si le Québec a une classe moyenne qui se distingue de celle de plusieurs pays industrialisés, c'est entre autres parce que le taux de syndicalisation y est plus élevé. Vous en savez quelque chose, et nos invités des centrales québécoises et d'autres syndicats connaissent bien la chanson.

C'est donc au nom des intérêts supérieurs de la FTQ et de ses syndicats que je me retire.

Soyez-en sûrs, j'ai toujours essayé de faire de mon mieux depuis les 40 dernières années, 34 chez les Métallos et 6 autres avec vous tous à la direction de la FTQ. En mon âme et conscience, j'ai donné tout ce que je pouvais.

UN FONDS DE SOLIDARITÉ UNIQUE

C'est tout aussi fier que j'ai présidé le conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ ces six dernières années, alors que j'ai pu vivre au rythme de sa montée remarquable entre 2008 et aujourd'hui. Des actionnaires qui sont passés de 570 000 à 615 000. Une action dont la valeur nette est passée de 21,20 \$ à 27,98 \$ (un accroissement de 32 %) et des actifs qui ont grimpé de 6,2 à 9,3 milliards de dollars (50 % de plus). Je veux dire ici un gros merci à notre réseau de responsables locales et de responsables locaux (les « RL »), sans qui le Fonds ne serait pas ce qu'il est, ainsi qu'à la direction et aux employés du Fonds. La prochaine campagne sera sans doute plus difficile – c'est parfois difficile d'avancer dans une tempête –, mais ce n'est pas le temps de lâcher : ce serait satisfaire les requins de la finance et leurs alliés les médias qui lorgnent dans notre direction.

Au printemps 2009, dès qu'on a parlé publiquement de tentatives d'infiltration du Fonds de solidarité et d'allégations de toutes sortes, souvent



mensongères, on a rapidement pris la décision, dans le processus d'amélioration continue qui a toujours été le nôtre, de resserrer les règles de gouvernance. Cette décision a été prise à l'unanimité par le conseil d'administration du Fonds, un conseil composé majoritairement de représentants de grands syndicats. Tout le monde était d'accord.

C'est là où nous en sommes et je suis convaincu que la saga médiatique sera bientôt derrière nous et que nous mettrons toutes nos énergies à relever les défis qui sont devant nous.

Je disais tout à l'heure que les attaques antisyndicales étaient féroces. Comme mon ami et



ex-président de la CSQ, Réjean Parent, l'a écrit, ces attaques sont à mettre « *en parallèle avec un monde financier et patronal qui réclame des modifications au Code du travail pour rendre plus complexe la syndicalisation ou qui voudrait voir disparaître le Fonds pour s'accaparer de son marché. J'ai toujours fait le lien entre ces attaques et la volonté néolibérale d'affaiblir le mouvement syndical québécois en s'en prenant au plus puissant pilier de défense des travailleurs.* »

DES ATTAQUES INFECTES

Quand je vois l'acharnement du maire Régis Labeaume à l'endroit des cols bleus et des cols blancs de la Ville de Québec, je ne peux m'empêcher de penser au tandem Labeaume-Péladeau dans le projet d'amphithéâtre et je ne peux m'empêcher de faire le lien avec l'acharnement de Pierre-Karl Péladeau dans le conflit du Journal de Québec, du Journal de Montréal et de Vidéotron.

Derrière ces attaques de la droite, il y a un antisindicalisme éclatant, où les pouvoirs économique et politique s'acoquinent pour frapper de plein fouet les syndicats. Ceux qui occupent ces pouvoirs n'aiment pas que nous soyons sur leur chemin. Ils n'aiment pas que nous soyons parvenus à donner à la société des régimes de défense des droits : de bons services de santé et d'éducation, l'assurance-emploi, l'assurance maladie, la santé et la sécurité du travail, des régimes de retraite, des congés fériés et des congés de maternité, les garderies, l'équité salariale,



l'équité en emploi, un régime fiscal progressif. Ils méprisent les droits du travail, la formule Rand, l'accès à la syndicalisation.

Ils voudraient que tout soit privatisé, déréglementé, libéralisé. On a vu, avec la tragédie de Lac-Mégantic, ce que la déréglementation dans le secteur ferroviaire pouvait faire... L'horreur!

Nous ne les laisserons pas faire ! Nous ne laisserons pas le monde de la droite néolibérale nous écraser, nous allons prendre notre courage à deux mains, nous tenir debout, et nous leur disons : assez, c'est assez, trop, c'est trop !

Je ne peux manquer de souligner l'attaque frontale, dont la FTQ-Construction a fait l'objet avec le projet de loi 33 de la ministre libérale Lise Thériault, d'un gouvernement qui voulait en finir avec la représentation proportionnelle, et proportionnellement plus grande, de la FTQ-Construction. Lise Thériault n'a même pas hésité à demander publiquement aux syndiqués de sortir des rangs. À la FTQ-Construction, on a relevé le défi. Après avoir réussi à mettre fin à des chicanes internes « sans bon sens », les représentants de la FTQ-Construction ont fait une campagne de maraudage centrée sur la nécessaire unité des forces en action et sur la défense des revendications chères à leurs membres. Résultat : ils sont sortis renforcés et plus nombreux et, lors de la dernière ronde de négociations, ils ont fait une belle alliance avec les autres organisations syndicales. Bravo et félicitations au nouveau leadership de la FTQ-Construction.

UNE RIPOSTE DANS LA CONTINUITÉ

La FTQ et le Fonds n'en sont pas à leurs premières épreuves, et je ne suis pas inquiet pour leur avenir, car vous êtes là pour veiller au grain et pour définir, au cours de ce congrès, les mandats que vous confierez à la prochaine direction de la FTQ.

Une prochaine direction que je vois dans la continuité : la continuité des traditions qui se sont cimentées au fur et à mesure de l'évolution de la FTQ et qui ont fait de notre centrale celle à laquelle adhèrent plus de 65 % des nouveaux adhérents depuis les six dernières années. Une centrale où les mots « fractionnement », « sectarisme » ou « monolithisme » ont toujours fait place à l'unité, à la pluralité et au bouillonnement des idées, une centrale où le dénigrement de ses prédécesseurs n'a pas sa place. C'est ça la continuité.

Dans cette veine, je tiens à saluer tous mes prédécesseurs et à dire qu'ils n'ont jamais joué le rôle de

belle-mère durant mes mandats. Je m'engage à faire de même à partir de vendredi midi. Je les remercie pour leur soutien constant.

Avant de céder ma place, j'aimerais maintenant partager avec vous mes préoccupations quant aux dossiers qui, je crois, occuperont le devant de la scène dans les trois années à venir.

LES DÉFIS

Ma première préoccupation, face aux attaques antisyndicales dont je viens de vous parler, c'est bien sûr d'assurer la pérennité du mouvement syndical. Avec plus de 40 % de taux de syndicalisation au Québec, on peut penser que cela va de soi.

Mais j'ai eu l'occasion d'aller ailleurs au cours de mes mandats et ce que j'y ai vu faisait parfois retrousser le poil. Des pays où les politiques d'austérité ont provoqué chômage, pauvreté et misère ont contribué à la disparition des organisations syndicales, ont emprisonné, sinon assassiné des syndicalistes, et ont élargi le fossé entre riches et pauvres.



ÉVOLUTION DU TAUX DE SYNDICALISATION ENTRE 1970 ET 2008

Pays	1970	2008	Variation en points de %
Allemagne	32,0 %	19,1 %	- 12,9
Australie	50,2 %	18,2 %	- 32,0
Autriche	62,8 %	29,1 %	- 29,1
États-Unis	23,5 %	11,9 %	- 11,6
France	21,7 %	7,6 %	- 14,1
Grande-Bretagne	44,8 %	27,1 %	- 17,7
Japon	35,1 %	18,2 %	- 16,9
Pays-Bas	36,5 %	18,8 %	- 17,7

Source : OCDE, Stat-Export

Je ne veux pas être alarmiste, mais j'aimerais vous citer quelques chiffres sur l'évolution du taux de syndicalisation dans certains pays industrialisés entre 1970 et 2008.

Au Québec, je n'ai pas les chiffres pour 1970, mais on peut dire sans se tromper que le taux de syndicalisation a oscillé autour des 40 % dans les dernières décennies, et ça, c'est grâce à vous, c'est grâce aux militants et militantes de vos syndicats et ceux des autres centrales. Et, avec les attaques actuelles contre le mouvement syndical, il faudra mettre les bouchées doubles pour maintenir le cap.

Pour s'en convaincre, on a juste à penser aux défenseurs des *Right-to-Work Laws* aux États-Unis, où plusieurs États ont adopté de telles lois à l'encontre des syndicats. Aujourd'hui, dans 24 États, les travailleurs et les travailleuses ne sont pas tenus de payer une cotisation syndicale, même s'ils jouissent des conditions prévues aux conventions

collectives et même si le syndicat est tenu de les défendre.

Et là, on a juste la pointe de l'iceberg. Pensez à la situation dans les pays émergents ou en voie de développement : la violation des droits syndicaux est monnaie courante et encouragée par plusieurs groupes financiers et les multinationales de ce monde.

BOUCS ÉMISSAIRES?...

Bref, le taux de syndicalisation baisse et c'est loin d'être un acte volontaire. Chaque fois qu'une crise frappe, des milliers et des

milliers de travailleurs et de travailleuses se retrouvent sur le pavé et leurs organisations écopent du choc. Les syndicats sont même montrés du doigt comme boucs émissaires des crises qui éclatent.

La revue française *Le Courrier international* du 13 janvier 2011 reproduisait un article de Paul Harris du journal britannique *The Guardian*. Je fais miennes plusieurs de ses affirmations, qui sont toujours à point, et je le cite :

« Aux États-Unis, les temps sont durs. Le chômage continue de faire des ravages, la croissance reste faible et une crise budgétaire menace le gouvernement. Les conséquences de la récession se font toujours sentir et pèsent sur la vie de dizaines de millions d'Américains. Personne ne devrait donc être surpris que la classe politique américaine soit à la recherche d'un bouc émissaire sur qui faire peser la responsabilité de tous les maux de la nation. Il est toutefois étrange que l'actuel candidat à ce rôle ne soit autre que le monde syndical en général et les syndicats du secteur public en particulier. »





«[...] il ne faut pas oublier cette vérité fondamentale : les syndicats n'ont pas causé la récession à force de spéculation débridée. Ils ne sont pas non plus responsables de l'éclatement de la bulle immobilière. Ce ne sont pas non plus les dirigeants syndicaux qui ont présenté des produits dérivés complexes dans de jolis paquets, dans le but d'écouler des millions d'actifs pourris, ruinant ainsi l'économie, et mis des millions de personnes au chômage. Ce ne sont pas les syndicalistes qui se sont arrogé (et continuent de le faire) des salaires de centaines de millions de dollars [...]»

On ne s'étonnera donc pas dans l'actuel contexte de mondialisation et surtout de financiarisation de l'économie que les dirigeants politiques et économiques de ce monde, avec le soutien des empires médiatiques, s'en prennent aux syndicats et aux droits du travail.

Alors que la crise déclenchée en 2007-2008 n'avait pas été surmontée (et elle ne l'est toujours

pas aujourd'hui), les grandes entreprises et les banques sont revenues à leurs habitudes, en octroyant à leurs dirigeants des bonis indécents, en continuant de spéculer plutôt que d'investir dans l'économie réelle et de délocaliser les bons emplois. Mais pendant ce temps, elles continuent de dire que les syndicats sont les brebis galeuses. C'est le comble, la plus grande tromperie du siècle !

...OU REMPARTS DES DROITS ET DES ACQUIS ?

Ceux qui occupent les pouvoirs économique et financier nous haïssent parce que nous sommes sur leur chemin et qu'ils ne peuvent librement parcourir les marchés, publics comme privés, sans nous rencontrer. Et ça, ça les dérange parce que nous sommes les seuls remparts de protection et de défense des droits démocratiques et des acquis sociaux. On a juste à voir la situation dans les autres provinces ou aux États-Unis, où le taux de syndicalisation est beaucoup plus bas. Ils ont réussi à faire des ravages dans les programmes

et les acquis sociaux, et je ne peux m'empêcher de penser ici aux attaques de Mike Harris en Ontario.

Et ça les dérange encore plus quand les fonds de travailleurs, inspirés par une philosophie du capital patient, utilisent l'argent récolté pour veiller à la création d'emplois, à des investissements productifs et à l'économie réelle plutôt que de le consacrer à la spéculation financière.

EMPIRES MÉDIATIQUES

Un autre problème de taille, auquel nous avons à faire face, c'est précisément le pouvoir des empires médiatiques. Nous n'avons aucun contrôle sur l'information et sur l'influence qu'exerce le pouvoir médiatique au sein de la population, alors que, souvent sans fondement et sans vérification réelle, l'information qui circule sur les médias sociaux file à la vitesse du son et qu'elle est reléguée à des millions d'auditeurs et d'internautes.

L'ex-directeur du *Monde diplomatique*, Ignacio Ramonet, comprenait bien les enjeux. Voici ce qu'il écrivait, il y a déjà plus de dix ans, en 2002, au sujet de ce qu'il appelait « les nouveaux maîtres du monde », les « nouveaux prédateurs » :

« *Domestiquer, dresser, soumettre, tels sont les objectifs que se fixent les grands médias de masse à l'heure de la révolution des nouvelles technologies. Des procédés plus efficaces de manipulation des esprits cherchent à réduire, dans des sociétés démocratiques, tout esprit critique, toute velléité protestataire, tout rêve de*

révolte. Le système médiatique se transforme ainsi en véritable appareil idéologique de la mondialisation libérale. »

UN POUR TOUS, TOUS POUR UN

En attendant, l'ensemble des organisations syndicales doit se prêter main-forte. Car dans notre camp, lorsque l'un des nôtres est attaqué, c'est le mouvement d'ensemble qui est visé.

Parce que nous sommes toujours à 40 % de syndicalisation, la question demeure peut-être abstraite. Mais ceux et celles qui, dans plusieurs de vos syndicats, voient leur régime de retraite remis en cause, qui voient se faire imposer concession par-dessus concession ou qui voient leur employeur annoncer des mises à pied, des fermetures ou des délocalisations, ceux-là et celles-là savent que sans syndicat, leur bataille serait encore plus difficile, voire impossible.

Mais la question est de moins en moins abstraite lorsqu'on regarde les multiples projets de loi réactionnaires du gouvernement de Stephen Harper qui veut mater le mouvement syndical et le pousser au pied du mur, à l'image de ce qui se passe aux États-Unis. Les exemples ne manquent pas : le projet de loi C-377 voulant obliger les syndicats à rendre publics leurs états financiers (contrairement aux associations patronales et professionnelles et aux *think tanks* de droite), le projet de loi C-525 modifiant le Code du travail pour rendre la syndicalisation encore plus difficile, sans compter le

saccage de l'assurance-emploi, un désastre.

Les commentateurs et blogueurs antisyndicaux laissent à penser qu'une grande majorité de la population trouve que le temps des syndicats est révolu. Pourtant, le dernier sondage CROP en la matière montre que les deux tiers des travailleuses et des travailleurs québécois croient que les syndicats ont toujours un rôle important à jouer. Mais il faut plus qu'un simple sondage, il faut en faire une démonstration bien vivante !

DEVENIR LES PORTE-VOIX DU SYNDICALISME

Voilà pourquoi il faut imprégner nos milieux de travail des valeurs syndicales. Voilà pourquoi je souhaite qu'au sortir de ce congrès, l'enthousiasme vous porte à retourner auprès de vos membres, à leur faire la démonstration de la fragilité des



acquis que nous avons gagnés de hautes luttes. Nos membres ont plus que leur cotisation syndicale à payer et chacun de nous, ici présent, a un rôle à jouer afin de leur faire comprendre que cette fragilité menace également notre capacité de maintenir et d'améliorer les conditions de travail et que, sans syndicat, il n'y a pas d'avenir. Avec cette compréhension, plusieurs de nos membres à la base, les femmes comme les hommes, les jeunes comme les moins jeunes, voudront devenir des porte-voix rayonnants du syndicalisme. Il faut poursuivre nos activités de formation : à la FTQ, on touche bon an, mal an 10 000 personnes et au Fonds, plus de 6 000. C'est ça aussi, notre force.

De plus, il est certain qu'il faut dépasser nos seuls milieux de travail. De grands enjeux sociaux nous interpellent. Le mouvement étudiant, au printemps 2012, a été exemplaire et a réussi à montrer de quel bois on était capable de se chauffer. Avec 200 000 personnes dans les rues à plusieurs reprises et avec l'appui d'une grande partie de la population, il aura fallu l'échec du processus de négociation, puis l'adoption d'une loi obligeant le retour aux études et interdisant les manifestations, puis le déclenchement des élections pour freiner le mouvement, sans compter la réduction de la période d'emploi estivale essentielle au gagne-pain des étudiants et des étudiantes. La hausse graduelle de 82 % sur 7 ans voulue par les libéraux a été bloquée et le Québec peut être fier d'avoir un des niveaux des frais de scolarité les plus bas en

Amérique du Nord. Et, ce qu'il faut surtout retenir, c'est qu'avec la détermination, l'union et la mobilisation, tout est possible. Et c'est de ce « possible » qu'il faut rêver.

POUSSER DES CRIS D'ALARME

Je souhaite ardemment qu'au bout de cette semaine de discussion et de réflexion, vous sortiez d'ici avec la conviction durable qu'il est possible de faire mieux, en déployant de nouveaux moyens d'action locaux, régionaux, nationaux et, pourquoi pas, internationaux. En continuant de pousser des cris d'alarme pour que les gouvernements réinvestissent leur rôle de défense du bien-être de la population et des biens collectifs et qu'ils cessent d'être à la solde des grands pouvoirs financiers.

Pour que les gouvernements jouent un rôle actif dans la stimulation des activités économiques, pour que l'exploration et l'exploitation de nos ressources naturelles soient synonymes de création d'emplois de qualité et bien payés pour la population locale et régionale, dans la perspective d'un développement durable et dans le respect de l'environnement, pour faire cesser la précarisation grandissante des emplois et pour obliger les entreprises à assumer leur responsabilité sociale plutôt que de courir aux rendements à court terme et à la rétribution excessive de leurs dirigeants.

Pour obliger le gouvernement fédéral à reculer dans son saccage de l'assurance-emploi, à aider



les travailleuses et travailleurs licenciés à se recycler et à se replacer, à remettre à flot les programmes de formation et à stopper son travail d'hémorragie dans les services fédéraux. Dans les régions marquées par le travail saisonnier, on frappe et on frappe toujours plus sur les chômeurs et chômeuses, au lieu de prendre les moyens pour que ces entreprises deviennent de moins en moins saisonnières. Elle est là, la solution, mais jamais on n'en entend parler dans les politiques gouvernementales.

Pour exiger, enfin, du gouvernement québécois qu'il respecte ses promesses et pour que l'opposition cesse de jouer la petite politique partisane et qu'elle coopère lorsqu'il s'agit des intérêts fondamentaux de la population.

LA FORCE DU NOMBRE EN ACTION

Et pour y arriver, nous avons besoin plus que jamais d'être unis et forts.

J'aimerais que vous vous rappeliez que beaucoup de victoires gagnées par les syndicats de la FTQ

sont liées à notre solidarité et à l'appui des autres syndicats. Et je ne peux manquer de souligner l'appui constant des syndicats de la FTQ-Construction. Chaque fois qu'on a eu besoin d'eux, ils ont toujours répondu « présents », sans aucune hésitation, même quand, à l'interne, ils ont dû faire face à la tourmente et prendre les moyens de surmonter les écueils.

Pour la FTQ-Construction comme pour les autres syndicats, la stratégie gagnante sera toujours d'incarner ce qui est aujourd'hui le thème de notre congrès : la force du nombre en action. Bravo !

Avant de terminer, j'aimerais quand même vous dire que je pars avec le sentiment du devoir accompli. On souhaite toujours faire davantage, cela va de soi, mais je crois avoir donné tout ce dont j'étais capable, et j'ai été choyé par ce que vous m'avez donné.

Je suis confiant en l'avenir.

Ayant œuvré la grande majorité de ma vie dans le secteur minier et de la sidérurgie, je connaissais les autres secteurs pour avoir côtoyé mes consœurs et mes confrères dans nos activités communes, dans les manifestations, les congrès, les conseils généraux et le Bureau de direction de la FTQ. Au cours des six dernières années, cependant, j'ai appris que le président de la FTQ pouvait donner un coup de main privilégié en cours de conflit, et soyez assurés que je n'ai pas compté mon temps, même si, parfois, la côte était dure à monter. Chaque fois qu'on me l'a demandé, j'ai mis des énergies pour que vos négociations aboutissent à des résultats.



J'ai fait ma première tournée du Québec sur la lutte contre la privatisation du système de santé et la deuxième, sur la campagne *Une retraite à l'abri des soucis*. Soyez assurés que je répondrai « présent » lorsqu'il s'agira de défendre dans mon entourage ces valeurs fondamentales : c'est ce que j'ai toujours fait partout, dans ma vie au travail, dans ma vie sociale et dans ma famille.

J'ai appris à connaître les syndicats des secteurs public et parapublic et je pense avoir contribué positivement à la construction du dernier Front commun, en proposant un protocole de non-maraudage qui, je l'espère de tout cœur, restera désormais et pour longtemps dans les mœurs des centrales et des grands syndicats du public.

J'ai aussi côtoyé un réseau extraordinaire : celui des délégués sociaux et des déléguées sociales,



qui se donnent à fond pour aider leurs confrères et leurs consœurs en difficulté. Je vous applaudis !

Je ne veux pas faire ici un bilan de mes activités. Daniel Boyer présentera plus tard le rapport des activités de la FTQ et vous aurez tout le loisir de juger de la quantité de travail accompli auprès de vos membres, mais aussi auprès des femmes, des jeunes et de plusieurs groupes victimes de discrimination.

MERCI !

Plusieurs, ces dernières semaines, m'ont donné une bonne tape dans le dos. Du soutien, on n'en a jamais assez. Merci !

Merci à la fabuleuse équipe de la FTQ, une toute petite équipe de conseillers, de conseillères et de personnel administratif dans toutes les régions du Québec, alors qu'en dehors de nos rangs on pense qu'on est une grosse équipe de centaines de personnes. C'est dire tout le travail que vous abattez.



Merci aux membres de la direction de la FTQ et à Daniel Boyer, le secrétaire général, qui ont dépensé toute leur énergie au bon fonctionnement de la FTQ.

Merci aux délégués et déléguées du Conseil général, aux congressistes ici présents et, surtout, à nos milliers de militants et militantes qui tiennent le flambeau.

Et surtout, au plaisir de vous revoir ! Salut !

Michel Arsenault
25 novembre 2013